

## Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

### L'IRMC, une porte ouverte sur la Tunisie et la Méditerranée



#### Mohamed ELLOUMI

est agro-économiste et chargé de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique de Tunisie (INRAT). Il a été chercheur à l'IRMC de 1993 à 1996.

Ma collaboration avec l'IRMC remonte aux premières années de sa création et a pris la forme d'un poste de chercheur sur trois ans (entre 1993 et 1996) pour l'animation d'un programme de recherche, puis elle s'est poursuivie comme chercheur associé par la coordination d'un projet de recherche dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO et elle a abouti à l'édition de deux ouvrages collectifs portant sur les mutations des sociétés rurales dans la région méditerranéenne, dans le contexte de l'ajustement et de la mondialisation.

Mon recrutement à l'IRMC, a été justifié d'une part pour couvrir le champ du rural et de l'agricole ce qui est une gageure pour un institut plus orienté vers le monde urbain et l'histoire et parce que j'apportais un réseau de chercheurs méditerranéens travaillant sur ces questions et au sein duquel j'étais un membre actif depuis sa création au début des années 1980<sup>1</sup>.

Mon passage à l'IRMC, puis la poursuite de cette collaboration a été pour moi une expérience riche et motivante à la fois sur le plan personnel et sur celui de ma carrière de chercheur.

Sur le plan scientifique deux éléments méritent d'être évoqués. Le premier concerne la rigueur scientifique. En effet malgré son jeune âge, ou peut-être à cause

de cela, l'IRMC était très observé et se devait, de ce fait, de faire preuve d'une rigueur scientifique à toute épreuve. Cela a été pour moi un apprentissage de grande importance pour la suite de mon parcours de chercheur.

Le second élément est la recherche de l'excellence. En effet mon passage à l'IRMC m'a inculqué une plus grande attention à la recherche du meilleur résultat en termes de valorisation des résultats des activités de recherche et d'animation scientifique.



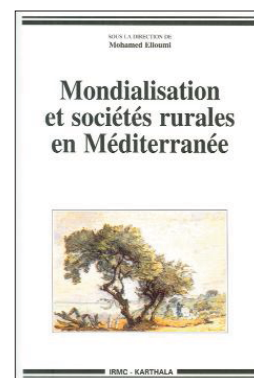
Sur un plan plus personnel, mon passage à l'IRMC m'a permis de faire deux découvertes : la communauté des chercheurs tunisiens en sciences humaines et sociales et les recherches en sciences politiques

Du fait que mon parcours de jeune chercheur avait été basé jusque-là sur l'ouverture et l'insertion dans des réseaux de recherche internationaux plus que sur l'insertion dans la communauté des chercheurs tunisiens en sciences sociales, mon passage à l'IRMC m'a fait prendre conscience de ma faible connaissance de cette communauté et m'a poussé à mieux la connaître à travers les travaux de ses membres et surtout en faisant la connaissance d'hommes et de femmes de grande qualité. J'ai par ailleurs profité de mon passage à l'IRMC pour élargir mon réseau de collaboration à la partie orientale de la Méditerranée.

De par ma formation scientifique (ingénieur agronome à la base) j'avais peu d'affinité avec les sciences politiques qui

étaient du fait du projet de l'IRMC et du profil de son directeur de l'époque le champ disciplinaire dominant. J'ai en effet découvert dans ce champs disciplinaire des apports fort intéressants pour la compréhension du monde et des sociétés méditerranéennes, même si par moment, le discours de certains chercheurs restait hermétique pour moi et que certains chercheurs appartenant à l'IRMC ou de passage faisaient preuve plus de la science de la logorrhée que réellement d'un esprit scientifique.

Je ne saurais clore ce rappel sans évoquer l'importance de l'appui qu'apportent le service administratif et le secrétariat pour la réussite des programmes de recherche et la finalisation des travaux dans les meilleures conditions. La compétence et le dévouement du personnel en question permettent aux chercheurs concernés et à l'IRMC dans son ensemble de multiplier les activités malgré la modestie de ses moyens humains et matériels. Cela permet aussi, malgré un certain esprit de compétition entre les chercheurs et leurs programmes respectifs, voulu par certains directeurs, de créer une ambiance empreinte de fraternité et d'amitié.



1. Il s'agit du réseau agriculture familiale comparée : RAFAC, constitué à l'initiative de Pierre Campagne autour de l'IAM de Montpellier.

## Les chercheurs et les actions

*L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation*

### L'IRMC un lieu d'échange entre chercheurs des deux rives de la Méditerranée



#### Mohamed KERROU

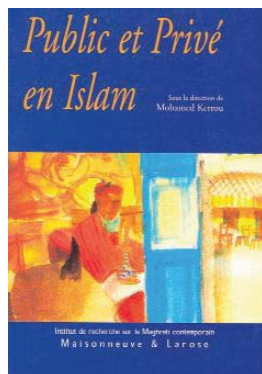
*est professeur de sociologie à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, Université de Tunis El-Manar. Il a été chercheur à l'IRMC de 1992 à 1995.*

Les trois années passées à l'IRMC furent marquantes et décisives pour la recherche que j'ambitionnais de réaliser dans le domaine des sciences sociales des religions. Détaché de l'Université de Tunis, je rejoignais le premier noyau de chercheurs dirigé par Michel Camau et Anne-Marie Planel durant cette période de fondation et d'institutionnalisation, de 1992 à 1995.

Au tout début, nous exerçons au sein du CDTM (Centre de documentation Tunisie-Maghreb) logé à l'étage, juste au-dessus de la Bibliothèque Charles De Gaulle, accueillant, entre autres, les trésors de l'ancien fonds de la Résidence. C'était en ce lieu d'ailleurs où, encore étudiant en sociologie durant la seconde moitié des années 1970, je découvrais avec l'émerveillement du néophyte les écrits remarquables des pionniers de la recherche en sciences sociales du Maghreb : Edmond Doutté, Alfred Bel, Robert Montagne, Jacques Berque, Roger Letourneau... ainsi que le jeune Pierre Bourdieu effectuant ses premières enquêtes de terrain sur le monde du travail et de la paysannerie en Algérie.

Puis, l'IRMC s'établit dans l'actuelle « Villa aux deux palmiers de Mutuelleville » où l'équipe de documentalistes et de chercheurs tenait ses réunions périodiques, lançait les programmes de recherche, animait les conférences ou séminaires et confectionnait le bulletin mensuel *Correspondances*. De cela, je garde plaisamment le souvenir des notices de livres qui y étaient publiées; de courtes notices, non signées mais réécrites et

corrigées, à plusieurs mains et maintes fois pour qu'elles soient conformes aux normes bibliographiques et typographiques. Je n'oublierai pas également la surprise et la consternation de toute l'équipe le jour où, tôt le matin, nous fûmes les témoins impuissants des ravages des pluies diluviennes qui avaient envahi, durant la nuit, les locaux de la bibliothèque et endommagé nombre de documents que nous avions tenté vainement de sauver. Le geste collectif illustrait l'esprit de solidarité de l'équipe qui s'attelait avec passion au lancement d'un institut de recherche à vocation maghrébine.



Le choix des sciences sociales des religions et en particulier celui de la socio-anthropologie religieuse n'était pas, pour moi, le fruit d'un hasard mais plutôt le produit de deux motivations conjuguées : d'un côté, l'impossibilité d'exercer la politologie sous un régime policier à l'affût du moindre mouvement des universitaires non-partisans et, de l'autre, l'intérêt pour la tradition confrérique que j'héritais d'un certain milieu familial. Ce penchant pour l'étude de la « religion populaire » ou plutôt de la « religion des gens » m'amena à choisir comme terrain d'investigation la ville sainte de Kairouan et comme programme de recherche la thématique de « l'Islam vécu et les enjeux de la sainteté ». C'est ainsi que je fus amené, dans un premier temps, à élargir le champ aux autres pays du Maghreb, le Maroc où j'ai rencontré les chercheurs spécialistes de la question que sont Halima Ferhat, Abdelahad Sebti, Hassan Rachik, Mohamed Tozy, Ahmed Toufic... et l'Algérie où je prenais connaissance de près

des travaux de Fanny Colonna, Brahim Salhi, Akli Hadibi... Avec l'ensemble de ces chercheurs, j'essayais de partager les questionnements autour des figures légendaires de la sainteté et des rapports souvent tumultueux entre saints et pouvoirs, à partir des problématisations agencées par Ernst Gellner, Abdellah Hammoudi, Lucette Valensi, Abdallah Laroui, Mohamed Kably... Dans un second temps qui n'est pas forcément chronologique, je recourais aux matériaux puisés dans des études soit historiques, en remontant jusqu'à l'Antiquité avec les thèses de Peter Brown ou de Pierre-Albert Février, soit anthropologiques avec les incursions lumineuses de Clifford Geertz, Michael Gilsean et Raymond Jamous. C'est de la sorte que j'ai opté pour la perspective comparative en abordant de front la question de l'autorité des saints autour de la Méditerranée occidentale, lors d'un colloque international organisé dans le lieu symbolique et merveilleux de Sidi Bou Saïd, en mai 1994. Un ouvrage collectif en est sorti, en 1998, aux Éditions Recherche sur les Civilisations (ERC), sous le titre *L'Autorité des saints. Perspectives historiques et socio-anthropologiques en Méditerranée occidentale*.

Tout en reprenant mon métier d'enseignant à l'Université de Tunis, je continuais à fréquenter l'IRMC en tant que chercheur associé. C'est ainsi que j'ai pu monter un autre programme de recherche axé sur les dynamiques de la sécularisation au Maghreb et au Machrek déclinées en études monographiques et comparées au sein d'un ouvrage collectif publié en 2004, aux Éditions Maisonneuve & Larose, sous le titre de *Public et Privé en Islam. Espaces, autorités et libertés*. C'était là l'amarce d'une longue et stimulante recherche autour de la question de la publicisation et de ses structurations politiques et symboliques.

J'aimerais terminer ces souvenirs glanés au petit bonheur en exprimant ma dette de reconnaissance envers l'IRMC et ses trois directeurs, Michel Camau, Jean-Philippe Bras et Pierre-Noël Denicuil, que je remercie sincèrement pour les précieux moments de partage des connaissances et également pour les multiples occasions qu'ils m'ont données en vue d'un échange fructueux avec les chercheurs des deux rives de la Méditerranée.

## Les chercheurs et les actions

*L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation*

### De l'IRMC au DIRASET, bilan d'une présence en sciences sociales



#### **Abdelhamed HÉNIA**

*est professeur d'histoire à la Faculté des sciences humaines et sociales, Université de Tunis et directeur du DIRASET - études maghrébines. Il a été chercheur à l'IRMC de 1995 à 1999.*

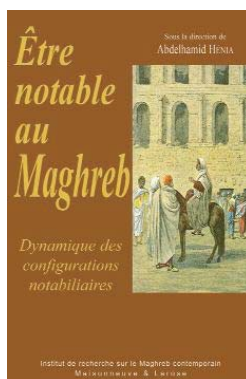
Je suis arrivé à l'IRMC en 1995 dans des conditions très favorables. Je venais de terminer le doctorat d'État et de passer au grade de professeur. N'étant pas engagé dans d'autres projets de recherche, j'étais prêt à me lancer dans une nouvelle aventure lorsque Michel Camau m'a proposé de me recruter comme chercheur à plein temps détaché auprès de l'IRMC. J'ai accepté, et cela a été un tournant important dans ma vie de chercheur. L'IRMC n'était pas un terrain inconnu pour moi. Je le fréquentais déjà pour assister à des conférences et à des rencontres. Et j'aimais ce qui s'y faisait car j'y trouvais une ouverture aux autres sciences sociales, permettant de ne pas se confiner uniquement dans l'histoire pure et dure.

L'expérience de l'IRMC, ayant duré quatre années (jusqu'au mois de septembre 1999), a été décisive pour donner un autre élan et une autre orientation dans mes recherches futures et ma carrière académique d'une manière générale. Mon intégration à l'IRMC m'a permis de trouver des conditions favorables pour monter un programme pluridisciplinaire de recherches, c'est-à-dire ouvert à des spécialités autres que celle de l'historien, et tant à des universitaires qu'à des doctorants, tunisiens, français et maghrébins. C'est dans cette ambiance cordiale d'échanges et de débats, que j'ai démarré ce programme ambitieux intitulé : « Villes et territoires au Maghreb, modes d'articulations et formes de représentations ».

J'ai mis en place dans les mêmes conditions, en janvier 1996, suite à une convention co-signée par la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et l'IRMC, un groupe pluridisciplinaire

composé de chercheurs français et d'enseignants chercheurs de l'Université de Tunis, des historiens en grande partie, mes collègues et mes étudiants, mais aussi des sociologues et des géographes. Nommé au départ Groupe de Recherche sur les Villes et les Communautés Locales (GRVCL), le groupe finit par prendre, en 1999, la dénomination de « DIRASET études maghrébines » quand il fut érigé officiellement comme Unité de Recherche (UR) dans le cadre du ministère tunisien de la Recherche scientifique, de la Technologie et du Développement des Compétences. Les enseignants chercheurs tunisiens du groupe se lièrent alors intellectuellement à une pléiade de jeunes chercheurs français dynamiques, appartenant à des sensibilités de spécialités différentes à même de créer les conditions objectives de la confrontation disciplinaire et paradigmatique.

Dans ce groupe tuniso-français, on a appris à discuter, à travailler ensemble, et à affiner des problématiques, puis à conduire des actions : tables rondes, journées d'études à Tunis et à l'IRMC de Rabat où des chercheurs marocains s'étaient engagés avec nous. Puis on a participé à l'AFEMAM d'Aix-en-Provence en 1996 dans le cadre d'un atelier sur les notabilités, repris par la suite à l'IRMC.



Au terme de ce détachement, je suis revenu à la Faculté sur un poste d'enseignant. Après une hésitation sur l'institution favorisant la poursuite du groupe, Jean-Philippe Bras a proposé qu'il continue de collaborer avec l'IRMC. Le DIRASET, transformé plus tard, en 2003, en Laboratoire de recherche, perpétue l'esprit de ce que nous faisons à l'IRMC sur

plusieurs plans : recherche pluridisciplinaire et doctoral. Nous avons d'ailleurs continué pendant plusieurs années les sessions doctorales que personnellement j'ai vécues, et on continue dans cet esprit avec les mêmes formules un peu modifiées. Je dirais que DIRASET, c'est un peu l'élève de l'IRMC.

J'évoquerai quatre enseignements majeurs de cette présence de l'IRMC à Tunis. Le premier c'est la pluridisciplinarité qui nous a transformés, moi-même et les chercheurs de DIRASET. Elle marque et singularise actuellement DIRASET dans le paysage scientifique des universités tunisiennes. Théoriquement, DIRASET est un laboratoire d'histoire, mais la contre-idée qui s'est imposée est de dire que c'est un laboratoire de sciences sociales ouvert à l'inter et à la pluridisciplinarité. C'est un point fort résultant de mon passage à l'IRMC et aussi de l'expérience des collègues qui ont participé à notre groupe.

Le second enseignement est l'ouverture sur l'international. Avant l'IRMC, nous avions des rapports avec la France par les actions de coopération universitaire dans le cadre des projets dits CMCU. Mais on n'avait pratiquement aucun lien avec les collègues maghrébins. Et c'est grâce à la dimension maghrébine de l'IRMC, notamment avec l'antenne de l'IRMC de Rabat, que nous avons pu nouer des relations Sud/Sud notamment avec les collègues algériens, marocains et même mauritaniens. Cette dimension maghrébine, nous l'avons eue grâce à l'IRMC. Avant que le Gouvernement tunisien n'ait mis en place des actions de coopération CMPTM avec le Maroc, nos échanges avec les Marocains passaient par l'IRMC, nous les avons reçus et ils nous ont reçus par le biais et avec l'aide de l'IRMC.

D'autre part, en 1995, on discutait de comment faire en sorte que la bibliothèque de l'IRMC vienne combler un vide dans le paysage universitaire tunisien. Et c'est à cette époque qu'elle s'est orientée et spécialisée en se dotant de livres et d'ouvrages généraux sur les sciences sociales : tout ce qui concerne les apports théoriques et les méthodologies, tout ce que l'on ne peut trouver ni à l'IBLA ni à la Bibliothèque Nationale. De ce point de vue, la bibliothèque de l'IRMC a attiré un grand nombre de chercheurs tunisiens et a rempli une fonction importante dans leur vie. Elle doit continuer à jouer ce rôle de bibliothèque

## Les chercheurs et les actions

*L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation*

spécialisée sur la place. Puis, avec la bibliothèque, ce sont aussi les conférences des professeurs invités, de passage et attirant un public curieux et très intéressé, et elles doivent continuer à se développer en fonction de la demande locale.

Enfin, l'IRMC est venu combler un grand vide qui s'est créé progressivement dans les sciences sociales, et qu'on ne mesurait pas toujours clairement à l'époque. Le CERES (Centre d'études et de recherches en sciences économiques et sociales) avait été dans ce domaine un leader productif et dynamique dans le tiers-monde. Mais il a connu une crise qui s'est amplifiée dès les années 1970, il s'est peu à peu vidé de son personnel et est devenu presque une coquille vide. Du coup, les recherches en sciences

sociales n'ont plus été portées par une institution particulière. Certes, il y avait les universitaires qui font de la recherche, mais ils sont d'abord des enseignants et la faculté n'est une institution de recherche qu'accessoirement. Il n'y avait donc pas de structure de recherche en sciences sociales qui puisse être vecteur de dynamique. Et c'est alors qu'est arrivé l'IRMC qui a comblé ce vide en impulsant une dynamique qui manquait et que le CERES avait presque abandonnée. Aujourd'hui, le CERES est encore une coquille vide et l'IRMC, toujours là, continue à jouer ce rôle. Est-ce que les nouvelles structures de recherche et les labos installés dans l'université ont contribué à remplir ce vide et ont créé une dynamique ? Oui pour certains dont le DIRASET qui reste

quand même une petite structure et continue à beaucoup travailler avec l'IRMC.

Dans l'avenir, l'IRMC pourrait se développer davantage en s'impliquant avec les structures de recherche en place. Il devra en ce sens continuer à participer à la construction du savoir entre chercheurs tunisiens et français, à la fois dans leurs capacités scientifiques, mais aussi dans leurs capacités à drainer d'autres chercheurs tunisiens et à les confronter ainsi à d'autres sensibilités universitaires. Cette confrontation est utile et nécessaire pour la communauté scientifique tunisienne qui veut et cherche cette ouverture.

*(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)*

## La coordination d'un programme de recherche ou comment se libérer du cloisonnement disciplinaire et géographique



### Hassen BOUBAKRI

*est professeur de géographie à l'Université de Sousse. Il a été chercheur à l'IRMC de 1999 à 2002.*

Mon intégration à l'équipe de recherche de l'IRMC en 1999 est intervenue à un moment que je considère comme étant « décisif » dans mon cheminement scientifique. En effet, durant de longues années, à l'image de beaucoup d'autres chercheurs tunisiens en sciences sociales en particulier, j'ai travaillé en solitaire, en raison d'abord, de l'absence de tradition de travail en commun entre les chercheurs. Ensuite, et surtout, en raison de l'absence de structures nationales (équipes ou laboratoires) de recherche. Je dois toutefois rendre justice à des collègues membres d'équipes de recherche en France en particulier (CNRS, LAMES, IREMAM, IRD...etc.) qui m'ont associé à des programmes de recherche souvent liés à la thématique migratoire.

La coordination du programme de recherche intitulé « le Maghreb et les nouvelles configurations migratoires : mobilité et réseaux » au sein de l'IRMC, m'a en effet permis de me libérer de trois types de cloisonnement dans mes recherches :

■ *Fin du cloisonnement géographique.* Mes travaux sur les migrations étaient cantonnés jusque-là dans un cadre géographique réduit, se limitant à l'axe France-Tunisie, ou à quelques régions fortes émettrices d'émigrés comme le Sud-Est ou le Sahel. La mise en œuvre du programme a permis de s'ouvrir à de nouveaux cadres géographiques : le Maghreb, la Libye, l'Afrique subsaharienne, la Méditerranée...

■ *Fin du cloisonnement disciplinaire.* Cette expérience a été décisive dans mon ouverture sur les approches des migrations par les autres sciences sociales. À côté des géographes, ont également contribué au programme des sociologues, des juristes, des politologues, des démographes, des littéraires... La sortie du « cloisonnement disciplinaire » a été pour moi encore plus concrète avec les travaux réalisés en commun avec des sociologues (S. Mazzella, M. Peraldi), des juristes (M. Ben Jemia, H. Chekir). Je regrette toutefois de ne pas avoir réussi à engager des travaux communs avec des économistes sensibles aux approches développées par la sociologie ou l'anthropologie économique au sujet de la mesure et de l'évaluation des transferts

migratoires, de la compréhension des pratiques et des choix économiques et financiers des migrants dans l'utilisation (ou la non utilisation) des remises et de leur épargne.

■ *Fin de la recherche solitaire ou en solitaire :* le caractère international et transdisciplinaire de l'équipe de recherche avec laquelle j'ai travaillé a permis de développer de riches débats interdisciplinaires et une confrontation des paradigmes, des concepts et des approches mobilisés par les représentants des différentes disciplines participant au programme.

Ce programme a enfin été l'occasion de développer de nouveaux objets de la recherche sur les migrations : migrations irrégulières (T. Bourguiba), migrations étudiantes (M. Charef et M. Wahbi), migrations des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne (O. Pliez, S. Spiga, M. Pellicani, L. Palmisano, M. Lahlou, et M. Zouiten), migrations familiales (R. Lamine, H. Boubakri), statuts personnels et conflits (ou superpositions) des lois (M. Ben Jemia, H. Chekir, F. Ben Cheikh), les politiques publiques de gestion et de contrôle des flux migratoires (T. Palidda), bi-nationalité, citoyenneté et intégration des Maghrébins en Europe (H. Bousetta).

Il va de soi que mon engagement comme chercheur détaché auprès de l'IRMC pour conduire ce programme répondait aussi aux objectifs d'une politique scientifique

## Les chercheurs et les actions

*L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation*

développée par une grande puissance (la France), à travers ses Instituts Français à l'Étranger (l'IRMC, dans ce cas), dans le but de comprendre, et donc d'accompagner, les mutations politiques, économiques et sociales dans ses zones d'influence comme

le Maghreb, ou dans les autres régions où elle a des intérêts substantiels à l'échelle planétaire.

Dix ans après cette expérience, je garde de fortes attaches avec l'IRMC, par mon association à ses activités et aux

manifestations scientifiques organisées en son sein. Les questions migratoires et l'évolution sociale et territoriale de la Libye font partie des thématiques fortes qui portent et justifie cette association.

## Un outil de coopération et de mise en réseau



### **Yamina MATHLOUTHI**

*est économiste chargée de projets à l'AFD-Tunis. Elle a été chercheuse à l'IRMC de 2006 à 2009.*

Pour un chercheur en économie travaillant habituellement dans des labos mono disciplinaires, être à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est une occasion précieuse pour pouvoir travailler dans un centre de recherche pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales, c'est aussi une expérience très enrichissante qui m'a permis d'une part d'établir des réseaux de relations essentiels au développement de ma recherche, et d'autre part d'améliorer la coopération encore timide entre les acteurs de la recherche sur le Maghreb au moyen de rencontres, d'ateliers, de séminaires, et de publications.

### **S'inscrire dans une diversité disciplinaire**

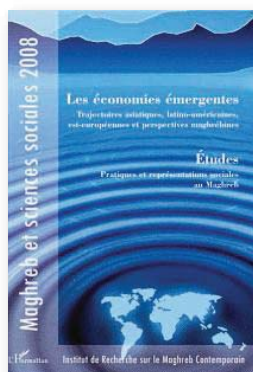
À l'IRMC, les chercheurs sont bien outillés pour pouvoir suivre les évolutions de la société maghrébine sous plusieurs angles, disposant de relations de partenariats avec les intellectuels maghrébins et saisissant les bouleversements des systèmes politico-économiques des sociétés maghrébines, leurs projets de recherche privilégient considérablement l'approche pluridisciplinaire.

Travailler selon cette approche change également la nature des rapports entre les chercheurs, pour mon cas par exemple, cette diversité m'a aidée à mieux répondre aux interrogations qui se posent au cours des enquêtes de terrain et à mieux cerner certains problèmes scientifiques. Les sujets proposés dans les séminaires et les conférences organisés par l'institution étaient de par leur diversité une excellente occasion pour s'ouvrir à d'autres sujets et paradigmes scientifiques.

Je reste personnellement convaincue de la nécessité d'instaurer des synergies entre les différents axes de recherche et l'établissement de programmes de recherche fédérateurs susceptibles de répondre au mieux aux exigences de la période historique actuelle des pays du Maghreb.

### **Choisir son programme**

C'est l'une des raisons pour lesquelles j'étais séduite aussi à l'idée de travailler dans ce centre, cette liberté à laquelle je suis particulièrement attachée étant essentielle à la crédibilité de la recherche et au respect de la déontologie d'usage. Pourtant, elle n'est pas toujours acceptée par les autorités de tutelle et conduit dans certains cas à des crispations.



Sur le plan financier et bien que le centre dispose de crédits modestes (et de plus en plus réduits, certes), il nous a quand même été possible de financer des recherches conjointes pour des budgets limités, ces travaux franco-tunisiens et plus généralement des projets franco-maghrébins centrés sur un projet spécifique sont une excellente occasion de faire travailler ensemble des chercheurs français et maghrébins, ces travaux de terrain effectués en commun permettent à leur façon un certain « partage du savoir ». Même si la mise au point de la problématique donne lieu, au départ, à des discussions scientifiques parfois difficiles, sur le terrain, la réalisation des entretiens permet souvent d'exploiter ces différences d'une manière très fructueuse.

### **... et s'outiller pour l'après**

Les trois années passées à l'IRMC m'ont également permis de découvrir « le Maghreb » et de l'appréhender autrement. Ce territoire, en tant qu'objet de recherche, n'était analysé par les économistes, dont je fais partie, que sous le prisme économique pur, c'est-à-dire un ensemble de structures de production, de modalités de répartition des revenus et de circuits d'échanges internes et externes. Or, avec l'appui scientifique que ne cesse d'apporter l'institut aux chercheurs sur et pour le Maghreb, nous disposons aujourd'hui d'un ensemble de travaux de qualité qui ont le mérite de mettre à la disposition de la communauté scientifique, une panoplie de grilles de lecture aidant à analyser ce territoire comme « un construit social » plus qu'une aire géographique combinant ainsi des éléments de nature économique et sociale et politique. Avec « le Printemps arabe (?) », la pertinence de cette grille de lecture n'est plus à démontrer, permettant de suivre, avec la distance nécessaire pour la recherche, les évolutions et les ruptures qui ne cessent de se produire dans les sociétés maghrébines.

# Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

## L'IRMC : un espace de « convivialité » scientifique et d'échange intellectuel



### Sihem NAJAR

est sociologue, maître de conférences à l'Université de Sfax, détachée à l'IRMC de 2009 à 2013.

Loin d'être conçu en dehors du paysage scientifique et intellectuel tunisien, l'IRMC a réussi à devenir, durant vingt ans d'activités scientifiques, une référence incontournable dans le domaine de la recherche sur le Maghreb. Lieu de rencontre, de réflexion, de diffusion et de formation, cette institution a pu suivre, encadrer et soutenir la recherche dans les différentes étapes de son élaboration. Héritier de son « ancêtre institutionnel et scientifique » : le Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (CDTM) (1980-1991), l'IRMC s'est forgé la consistance d'une tradition qui puise sa richesse dans l'apport de plusieurs générations tunisiennes, maghrébines, françaises et euro-méditerranéennes. Il est certain que la force de cet institut réside dans sa capacité à évoluer dans le temps tout en veillant à fonder les attributs de l'identité sur des cadres géoculturels différents (maghrébin, euro-méditerranéen) entre lesquels les liens ne sont pas toujours faciles à faire (centres d'intérêt divergents, traditions et langues de recherche différentes, conflits historiques difficiles à porter, etc.).

Mon rapport avec l'IRMC m'autorise à porter un regard où proximité et distance se conjuguent pour mettre en exergue ce que je considère comme étant les traits distinctifs qui donnent à ce centre de recherche sa puissance et son rayonnement :

■ *L'IRMC, un lieu idéal pour la production scientifique* : en tant que chercheuse tunisienne à l'IRMC, je constate que ce cadre de travail réunit les conditions nécessaires qui donnent à la réflexion dans ses différentes étapes, son milieu nutritif, si je puis me servir de cette métaphore

biologique. En effet ici se croisent des générations différentes, s'expriment des projets de chercheurs déjà bien reconnus par la communauté scientifique et d'autres qui sont à leurs premiers balbutiements : cadre de communication, tradition et convivialité, atténuent la distance susceptible de décourager l'échange et créent des points de rencontre difficiles à trouver ailleurs.

■ *L'IRMC, une source d'alimentation de la recherche scientifique* : les ressources dont dispose l'IRMC (fonds documentaire d'une grande richesse, publications pluridisciplinaires...) reflètent le même souci de couvrir l'état de la recherche sur les pays étudiés. Le chercheur trouvera à sa disposition les principaux « ingrédients intellectuels » de ses projets scientifiques touchant à des questions sociales prioritaires, à l'histoire, à la géographie, à l'art, à la religion, etc.



■ *L'IRMC, un point focal dans le domaine de la recherche sur le Maghreb* : depuis sa création, ce centre joue un rôle crucial au niveau de l'intégration des chercheurs tunisiens dans des réseaux internationaux, notamment à travers les réunions de programmes qui rassemblent des chercheurs issus de plusieurs pays travaillant sur des champs de recherche variés. Ces rencontres qui sont systématiquement couronnées par des publications contribuent à la diffusion des travaux scientifiques de chercheurs tunisiens à l'extérieur du pays.

Sur un autre plan, en offrant la possibilité de monter des projets de recherche et de formation dans le cadre de structures scientifiques telles que l'ANR, le GDRI, les projets de coopération... l'IRMC impulse

des chercheurs tunisiens à intégrer des réseaux régionaux et internationaux.

■ *L'IRMC, un espace de transmission intergénérationnelle* : l'organisation des ateliers d'écriture à l'intention d'étudiants inscrits en Master et de doctorants tunisiens et d'une série de doctorales dont plusieurs doctorants maghrébins et français ont bénéficié, offrent un cadre favorable pour la transmission intergénérationnelle des connaissances et du savoir. De telles activités permettent d'intégrer les jeunes chercheurs dans des réseaux nationaux, régionaux et internationaux.

■ *L'IRMC, un espace de réflexion sur des questions prioritaires d'actualité*. À l'IRMC, les universitaires tunisiens peuvent trouver l'atmosphère qui leur permet de s'interroger, de mettre à l'épreuve des hypothèses de travail et d'être à l'écoute du nouveau qui se forge ailleurs. Séminaires, journées d'études, invités de renommée internationale venus d'horizon divers... déploient tout au long de l'année les résultats de la recherche sur des questions de grande importance. À ce niveau un petit survol des vingt dernières années permet de voir à quel degré cet institut a réussi à suivre dans ses activités, le rythme de la recherche académique tout en étant attentif aux questions prioritaires des sociétés de la région. Étant à l'écoute des inquiétudes du présent, l'IRMC veille à garder ses distances de l'actuel pour faire entendre les voix qui suivent la généalogie des faits et inscrivent les problèmes des sociétés du Maghreb dans le rythme long et prudent de la recherche qui explore, fraie la voie loin des impatiences politiques ou médiatiques.



## Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

### Le lieu d'une dynamique interinstitutionnelle et interdisciplinaire



#### Leila BLILI

est professeur d'histoire moderne et contemporaine. directrice du département d'histoire de la Faculté des lettres, des Arts et des humanités de La Manouba.

Dans mon parcours personnel, l'IRMC a été un lieu de rencontres, d'échanges, de stimulation. L'aventure a commencé avec son ancêtre, le CDTM qui a fourni aux universitaires, dès les années 80, un cadre de travail aux spécificités particulières, à la fois d'archives (les documents de la Résidence Générale), de bibliothèque et de fenêtre ouverte sur la production scientifique française. L'IRMC, né en 1992, allait nous permettre de continuer la fabuleuse aventure de la recherche en histoire d'abord, dans les sciences sociales plus tard. L'IRMC a constitué un pont, entre chercheurs tunisiens appartenant à diverses institutions, entre

chercheurs maghrébins, entre Français et Maghrébins. Cette dynamique a participé à l'introduction d'une nouvelle géographie de la recherche qui envisage de plus en plus une réflexion dans un cadre plus large, celui du Maghreb et de la Méditerranée.

Imperceptiblement, c'est à l'IRMC que les recherches en histoire ont fait éclater le cadre strictement national au bénéfice d'une approche comparative maghrébine, en particulier avec le Maroc, les conditions par lesquelles passait l'Algérie ne permettant pas des échanges similaires. Par ailleurs, à l'IRMC, l'interdisciplinarité déjà en vogue depuis le « Grand Tournant », (cf. *les Annales*), prend corps et initie des recherches qui associent entre autres historiens, géographes, juristes, économistes et linguistes. Pour certains, l'éclatement des frontières disciplinaires est le début d'une véritable aventure scientifique particulièrement féconde.

Sans prétendre que l'IRMC fut le seul lieu de renouvellement historiographique en Tunisie, il faut néanmoins admettre que cet institut a amarré une partie de la recherche en sciences sociales aux grands courants internationaux et a créé une dynamique interinstitutionnelle et interdisciplinaire certaine. Le dynamisme des responsables, la convivialité du lieu, la rapidité du « service », ont fait de l'IRMC un espace de recherche

apprécié. Le renouvellement constant des problématiques traitées dans le cadre des programmes mis en place exprime la fécondité de l'institution et sa capacité à réfléchir aux questions d'actualité dans un contexte national et international mouvant. Pour ma part, il m'arrive de regretter les questionnements historiques, pas seulement par sensibilité disciplinaire : dans les débats actuels sur les révolutions arabes, l'épaisseur temporelle fait défaut. En la réintroduisant, dans l'espace public et dans les lieux de recherche, on peut probablement disposer d'éléments de compréhension, sur le fonctionnement des sociétés, la place du religieux ou le statut des femmes et de la famille, qui permettent d'envisager le présent et l'avenir avec plus de sérénité ou de crainte.



### L'IRMC, lieu de circulation des recherches



#### Imed MELLITI

est maître de conférence au département de sociologie de l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis – Université de Tunis El Manar.

Lorsque j'étais étudiant, je comprenais au contact de certains chercheurs, qu'il existait à Tunis un espace de travail

important dans les pratiques de recherche, le CDTM (Centre de documentation Tunisie-Maghreb).

#### Premiers contacts avec l'IRMC

Mais en vérité, la première fois où j'ai entendu parler de l'IRMC c'est lorsqu'il a pris en charge le billet de Sophie Ferchiou pour participer au jury de ma thèse à Paris en 1993. Et après, les choses se sont vite enclenchées. En rentrant, j'ai rencontré Michel Camau, on m'a proposé de faire un compte rendu de ma thèse, et mes premiers textes ont été publiés dans *Correspondances*, qui venait d'être créé : l'un sur l'observatoire de la condition de la femme (une structure créée par le CREDIF que je venais d'intégrer comme chercheur contractuel), et l'autre à

partir de ma thèse. Juste après, Mohamed Kerrou a mis en place un groupe de recherche sur la sainteté dans lequel j'étais avec Latifa Lakhdar, Sami Bergaoui, Lotfi Aïsa et d'autres. Chacun de nous travaillait sur la sainteté dans une perspective particulière. La sainteté à l'époque était un thème très novateur, qui nous sortait des sociologies du développement, et qui nous permettait de rénover nos disciplines en allant vers des objets oubliés depuis le temps des règlements de comptes avec les legs de l'époque coloniale. Il y avait là un changement de paradigme, et je me suis souvent demandé ce qui fait qu'à un moment donné beaucoup de gens s'intéressent aux mêmes objets. On était nombreux à se diriger vers cette thématique et chacun avec le sentiment que c'était une décision individuelle prise sur des choix personnels.

# Les chercheurs et les actions

*L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation*

Je pensais moi-même que c'était lié à ma biographie autour des groupes confrériques. D'autres étaient dans ce cas, mais on assistait plutôt à un retour de légitimité de certains objets longtemps occultés.

On revenait à des lectures, à des auteurs, à l'anthropologie, avec d'autant plus d'intérêt que ma génération n'avait pas connu les labos et les espaces de débats ; ma thèse à Paris 5 avait encore été ce tête-à-tête solitaire entre directeur et étudiant. On se réunissait une fois par semaine à l'IRMC, et c'était la première fois que je faisais partie d'un groupe de recherche. C'était pour moi une occasion de m'exposer en public, de prendre la parole et des risques, je le vivais avec autant d'appréhension et de peur que de plaisir. Ma participation à ce groupe et au programme mené par Mohamed Kerrou sur la sainteté en Méditerranée occidentale m'a permis de publier un texte sur l'espace liturgique chez les *Tijāniyya*. Par la suite, j'ai publié un deuxième texte sur l'idée de « seuil » dans le livre de Mohamed Kerrou sur public/privé en Islam. Dans les années 2000 j'ai continué à fréquenter l'IRMC pour des conférences, mais j'étais moins impliqué. J'ai aussi des souvenirs de Pouillon et Mahé qui avaient publié des articles de Berque et m'avaient sollicité pour réagir, c'était un grand moment pour moi. Je me souviens aussi des activités de l'Association d'anthropologie de la Méditerranée avec Jocelyne Dakhli et des collègues marocains et algériens, des réunions à Casablanca et à l'IRMC.

## La dynamique de recherche

L'IRMC a toujours joué un rôle central d'animation scientifique dans le domaine des sciences sociales, et cela d'autant plus que les institutions tunisiennes n'assuraient rien dans ce domaine, bien que cela ait maintenant un peu changé avec le Diraset. À son crédit aussi, et du fait que depuis trente ans l'Université tunisienne est malade du provincialisme, fermée sur elle-même et sans réseaux d'échanges, l'IRMC a obligé les gens à sortir de leur coquille pour entendre ce qui se passe ailleurs, même en dehors de leur discipline, il a versé par exemple les approches novatrices des historiens dans le champ scientifique tunisien. Cela nous permettait de voyager un peu, d'être en contact avec des chercheurs venus d'horizons différents. Et cette ouverture ne se fait pas seulement par rapport à la France mais par rapport aux

autres pays européens et au Maghreb : l'IRMC a invité beaucoup de chercheurs marocains et les a fait connaître aux Tunisiens, a favorisé des échanges intra maghrébins et des mobilités et circulations des savoirs à l'échelle du Maghreb et de l'Europe. Puis il y a l'interdisciplinarité, le fait de mettre ensemble des gens de spécialités différentes, même s'il y a eu des mises d'accent disciplinaire par périodes, les sciences politiques au départ, puis les sciences juridiques et l'urbanisme, l'économie et la gestion dans les années 2000, et aujourd'hui la sociologie, et l'anthropologie que l'IRMC a aidée à émerger et à sortir d'une longue mise en quarantaine, comme discipline légitime.

Sa bibliothèque est l'un des atouts de l'IRMC, le seul endroit où des étudiants peuvent se documenter et se mettre à jour, contrairement aux bibliothèques tunisiennes où l'accès à la documentation est problématique, parce que mal entretenues, mal gérées ou plus à jour comme la bibliothèque du CERES où on trouvait des choses sur les grands auteurs du développement des années 70 mais rien sur les années 90. La bibliothèque de l'IRMC est un élément central, une pièce maîtresse dans le dispositif, qui constitue pour les chercheurs et doctorants un espace de travail de première importance. C'est aussi un lieu de rencontre qui m'a permis de connaître beaucoup de monde : des doctorants y sont venus me voir, des collègues travaillant sur les mêmes objets, avec une socialité importante qui prouve que l'on ne fait pas de la recherche dans un désert. Puis la bibliothèque a abrité des actions dirigées vers les doctorants et tournées sur la méthode et l'écriture : c'est important car cela fait de l'IRMC un espace de formation qui complète les manques au niveau des institutions tunisiennes et permet aux jeunes de pallier les insuffisances de leur formation dans les structures nationales. Cela a aussi l'avantage de fidéliser et d'assurer la relève dans la recherche en science sociale, en aspirant ces ressources dans le réseau de l'Institut. Enfin, il y a toujours eu une volonté de l'IRMC d'agir au sein des institutions tunisiennes mais cela n'a pas toujours été facile pour diverses raisons d'inerties du côté des Tunisiens. Par contre, beaucoup d'échanges à l'échelle du Maghreb rassemblent les chercheurs maghrébins sur des actions communes. Les travaux menés depuis la France ont des répercussions sur l'IRMC, mais ce qui se fait à l'IRMC alimente également la dynamique

de recherche sur le Maghreb en France, et tout cela dans le cadre de circulations intra maghrébines. C'est bizarre de dire que les Maghrébins ont besoin de la France et de l'IRMC pour pouvoir travailler ensemble !

## La révolution et d'autres enjeux

La révolution a apporté une liberté de ton qui n'existait pas, une ouverture de l'espace public tunisien, que l'IRMC doit saisir, en donnant plus d'opportunités aux chercheurs et étudiants tunisiens de faire du terrain. À deux ans de la révolution il n'y a pas encore eu de vraies enquêtes, et c'est symptomatique du rapport que les élites entretiennent avec le peuple, les chercheurs font des discours mais peu sont prêts à aller se frotter à la Tunisie profonde et précaire. L'IRMC a une liberté et n'est pas pris dans des enjeux d'influence (comme le PNUD ou la Banque mondiale) ou de positionnement politique. Il doit s'inscrire dans cette ouverture exceptionnelle des possibles, porter l'émergence de nouvelles thématiques, de nouveaux objets de recherches impensables il y a quelques années. Et si l'IRMC ne doit pas forcément s'impliquer dans le débat privé entre intellectuels et qui engage l'avenir de la Tunisie, il peut toutefois y contribuer au second degré dans des logiques savantes qui le traduiront à un niveau de sens qui n'est pas celui de l'actualité politique immédiate. La révolution a servi de laboratoire à grande échelle.

Enfin, un point négatif à méditer toutefois : l'IRMC est malgré tout resté prisonnier des clivages idéologiques et linguistiques (mais à quel point pouvait-il y échapper ?) qui traversent le champ tunisien notamment entre arabophones et francophones, indigénistes et francophiles. Désormais, des colloques doivent se faire dans les deux langues, on ne peut plus exclure la moitié des sociologues tunisiens. La question n'est pas celle de la compétence ou de l'incompétence qui existent des deux côtés, et on ne peut exclure quelqu'un qui n'a pas la maîtrise du français. J'ai vu en Turquie que les Turcs pouvaient parler leur langue même dans une manifestation organisée par l'Association internationale des sociologues de langue française, et pourquoi pas les Tunisiens ? Il faut surmonter cela, et des efforts ont été faits par l'IRMC, dont le livre sur la Libye. Il y a une volonté de casser ce clivage longtemps reproduit et structurant, et de dialoguer avec toutes les composantes de la société tunisienne.

*(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)*



## Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

### Souvenirs de l'IRMC



**Morched CHABBI**

*est sociologue et urbaniste, directeur d'URBACONSULT.*

La période des débuts de l'IRMC en 1992 a permis de réunir les gens autour de tables rondes et de présentations de recherches. C'était un moment très intéressant où, pour la première fois, nous étions confrontés à une action qui nous permettait des ouvertures sur des questions que nous n'avions pas la possibilité de traiter nous-mêmes. Les conférenciers invités, les échanges organisés avec des personnalités locales (Jalel Abdelkafi par exemple) montraient qu'on pouvait s'informer sans aller jusqu'à Paris. On était intéressé d'aller écouter des gens qui apportaient de nouvelles idées, de nouvelles orientations, de nouveaux messages. C'était un relais par rapport à nos bouquins.

Dans les années 2000, avec Pierre Robert Baduel, l'IRMC a ouvert le jeu aux échanges réguliers suite aux conférences, notamment sur les approches urbaines, thématique arrivée à l'IRMC un peu tard, et à laquelle j'ai participé avec le programme de Lamia Zaki. Et surtout, ces années ont développé une série de publications stimulantes. Cela s'est prolongé dans la période actuelle, avec une ouverture aux individus. Si le thème dominant de l'IRMC des années 1990 était le politique, celui des années 2000 était la multiplicité des productions intellectuelles, et celui de maintenant « les gens qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? ». Tout cela était très lié aux personnalités des directeurs, chacun venant avec sa petite valise.

Ce que je retiens aussi, c'était les réunions longues du samedi de 9h30 à 14h. Elles réunissaient 12 étudiants et 3 seniors, et le but était de faire parler les doctorants confrontés à des spécialistes. Les échanges avaient des retombées intéressantes pour ceux qui préparaient des diplômes. Les gens venaient parler de leur travail, en présentaient les difficultés, et on déverrouillait les choses avec eux. Il y avait aussi des passerelles entre les gens qui venaient voir la documentation de mon centre (une bibliothèque de plus de 5 000 documents), et l'IRMC. Souvent ces

personnes qui passaient me voir n'étaient pas suffisamment encadrées dans leurs universités.

Pour certains enseignants qui ont passé trois ans à l'IRMC cela a été une ressource fantastique, quand on voit les livres qu'ils ont conçus et dirigés. Mais cela ne s'adressait qu'aux universitaires. D'autres formules avec des professionnels comme moi n'auraient pas marché car on était dans une situation très serrée avec des plans de travail et des déplacements lourds pour répondre aux commandes de l'État, on n'aurait pas pu venir s'installer 15 jours à l'IRMC en laissant tomber notre boulot. Donc ce choix qui s'est appuyé sur les enseignants universitaires était très bon car il leur a permis de renouer des relations et de sortir de bons livres. Mais il faut reconnaître qu'à l'IRMC il n'y avait pas de place pour des gens comme moi, faux professionnel avec une moitié de chercheur, bien sûr on appréciait que quelqu'un vienne donner des exemples sur telle ou telle région, mais certains collègues semblaient se demander ce que je venais faire... Il a fallu que je sorte plusieurs publications pour entrer dans le « club », mais au début c'était difficile...

*(Propos recueillis par Pierre-Noël Denieul)*

### Un lieu incontournable



**Hassan EL ANNABI**

*est professeur d'histoire à l'Université de Tunis et ancien directeur du CERES.*

Le n°20, rue Mohamed-Ali Tahar à Tunis est une adresse bien connue de bon nombre de chercheurs. C'est là que loge l'IRMC. Le local n'est pas particulièrement spacieux : salle de lecture, servant au besoin de salle de conférences, au rez-de-chaussée, bureaux plutôt exigus à l'étage, espaces de

dépôts modestes, cabines pour chercheurs savamment agencés dans un bâtiment annexe au fond du jardin.... Pourtant, le local grouille de vie. La richesse du fonds documentaire, la disponibilité du personnel, la qualité du service, la variété et la pertinence des thèmes agités, la notoriété des conférenciers, l'importance des publications font que cet espace devient d'année en année un lieu incontournable non seulement pour les spécialistes des questions maghrébines mais aussi pour tous les chercheurs en quête de quelque référence bibliographique et pour les intellectuels assoiffés de savoir.

Les angles d'approche adoptés par l'Institut, qui sont à la fois interdisciplinaires et comparatistes, de même que la diversification des opérateurs scientifiques mis à contribution s'avèrent être des choix heureux. Au cours des deux dernières décennies l'IRMC a accueilli pas moins de

27 chercheurs de grande notoriété, rattachés à diverses institutions françaises (MAEE, CNRS, EHESS) et tunisiennes et plus d'une cinquantaine d'allocataires et de boursiers. Il a travaillé avec les institutions tunisiennes qui lui sont proches quant aux domaines de compétence. Ainsi, avec le CERES par exemple, certaines actions phares ont été menées, en l'occurrence la table ronde sur « Cartographie et études urbaines » (2004), le séminaire (en deux sessions) sur « Méthodes et théories des sciences sociales » (2005-2007) et la coédition d'un ouvrage sur le cinéma (2012).

La stratégie de communication n'est pas en reste. Elle se propose de dépasser le bilatéral pour constituer un large réseau ouvert aux diverses nationalités. Dans ce cadre, la « Lettre de l'IRMC » joue un rôle de premier plan. Périodiquement communiqué aux chercheurs, ce bulletin de

## Les chercheurs et les actions

*L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation*

liaison rend compte des activités programmées, informe sur les nouvelles publications, mais aussi suscite le débat autour de certains axes de recherche ou sur quelques faits marquants de la vie sociale et culturelle.

L'organisation périodique de doctoriales s'intègre aussi dans cette stratégie de communication, mais pas seulement, elle prouve la vocation de l'IRMC à jouer un rôle important dans l'encadrement des jeunes chercheurs. Au cours des cinq dernières

années, l'Institut a montré sa capacité à attirer des doctorants de diverses spécialités et de plusieurs nationalités. De même, il a réussi à associer à cette action les institutions tunisiennes intéressées (le CERES en 2009-2010, par exemple).

## La maison IRMC



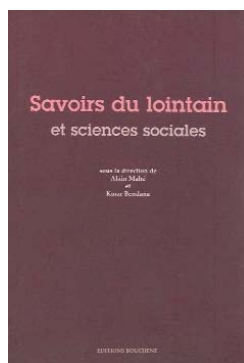
### **Kmar BENDANA**

*est Chercheuse à l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national (ISHMN), professeure d'histoire contemporaine à l'Université de La Manouba et chercheuse associée à l'IRMC.*

Je dois mon entrée au CDTM puis mon expérience au sein de l'IRMC à Anne-Marie Planel. La bibliothèque qu'elle a montée à partir du fonds imprimé de la Résidence générale de France à Tunis ne pouvait qu'intéresser la doctorante fraîchement diplômée que j'étais alors. Engagée en 1982 comme chercheuse au sein d'une structure inédite (Programme National de Recherche sur l'Histoire du Mouvement National) qui mettait à la disposition des Tunisiens les archives coloniales microfilmées, la complémentarité naturelle des deux fonds répondait à l'aspiration inconsciente de rester dans l'entre-deux scientifique franco-tunisien qui m'avait formée.

Cette affinité nourrie d'une conception partagée de la coopération et d'un intérêt pour la discipline historique a évolué avec nous deux, avec la vie de la maison IRMC dans tous les sens du terme, engendrant d'autres amitiés. Il y avait les conférences, les réunions, les choix de livres et de comptes rendus, et bien sûr les discussions de séminaire. Mais il y avait aussi et surtout une vie avec repas et conversations, rires et commentaires, un mélange de sérieux et de

frivolité, une ambiance qui me changeait de l'atmosphère de mon institution principale, mome et ossifiée par un fonctionnement « coincé ». Par besoin de gaieté et par curiosité, j'ai pris l'habitude de fréquenter ce lieu pour respirer, échanger, discuter, rencontrer des chercheurs de plusieurs âges et horizons, donner des rendez-vous dans le jardin ou le « studio » des chercheurs. J'ai souvent employé la formule : « l'IRMC m'a permis de travailler en dehors des frontières sans prendre l'avion ». Pour une universitaire mère de famille, cette source d'oxygène était inestimable.



Chercheuse associée à l'IRMC depuis vingt ans, j'y ai rencontré une jeunesse doctorante de différentes nationalités qui m'a fait prendre conscience des cultures scientifiques nationales, des questions de formation, d'écarts de niveau et de la nécessité de lutter contre les habitudes ancrées et de contourner les blocages institutionnels. Sans nier l'excellence d'une minorité (qui finit souvent par rejoindre les cursus privilégiés européens, rarement développés en SHS et ouverts à nos étudiants), j'ai tâté la réalité la plus dure, celle du décalage grandissant entre les étudiants du Nord et du Sud. Cette dérive des continents a quelque chose

d'inévitable, en partie pour des raisons linguistiques : l'anglais et l'arabe se développent différemment et le français, en couple avec l'un ou l'autre, peine à installer des passerelles scientifiques vitales si on veut entretenir le trilinguisme minimum pour faire avancer la recherche franco-maghrébine.

Aujourd'hui, alors que nous vivons une situation à bien des égards annonciatrice de changements, cette expérience de coopération et de partage existentiel m'offre l'occasion de réfléchir à la façon dont nous pourrions accompagner le futur de nos universités et de nos centres de recherche, des deux côtés de la Méditerranée. Je n'ai pas d'idées ni de solutions toutes prêtes, mais les échanges que j'ai avec le réseau IRMC fonctionnent comme soutien et inspiration. Les amitiés personnelles et intellectuelles disséminées à partir de l'IRMC forment une constellation de pensées et d'actions, pas forcément officielles ni voyantes, qui travaillent dans l'ombre et apportent empathie et efficacité aux possibles encore ouverts depuis le 14 janvier 2011 et dont toutes les ondes ne se sont pas entièrement déployées.



# Les chercheurs et les actions

L'expérience des chercheurs tunisiens à l'IRMC, insertion dans les réseaux nationaux, transdisciplinarité et internationalisation

## L'institution, son équipage et son jardin



**Myriam ACHOUR-KALLEL**

est enseignante en psycho-anthropologie à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et chercheuse associée à l'IRMC.

Mon premier contact avec l'IRMC a eu lieu à la fin des années 90 lorsque, encore étudiante, je décidai de réorienter mon parcours vers l'anthropologie. Quand, par la suite, j'effectuais un travail de terrain pour ma thèse de doctorat, j'ai obtenu une bourse de terrain qui m'a valu ma première véritable présentation orale devant un auditoire ! (interne, constitué par l'équipe de chercheur-e-s de l'IRMC). C'était alors mon premier contact, agréable et accueillant, avec Hayet et Christiane. Mes contacts ultérieurs avec l'IRMC se sont faits *via* des collègues

et des amis irmcéens mais aussi *via* les conférences qui y étaient prononcées.

Une fois ma thèse de doctorat soutenue, je commençai un cycle de pérégrinations prospectives : rendez-vous avec des acteurs de différentes institutions potentiellement intéressées par le domaine de la recherche en sciences humaines et sociales en Tunisie. J'assurai alors des cours à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis mais, avec un parcours métrissé, je n'avais pas encore obtenu de poste. Parmi ces institutions de recherche figurait l'IRMC. J'ai frappé à la porte, un jour d'été, discuté (agréablement étonnée que Christiane et Hayet m'aient reconnue, quelques années étant passées depuis notre première rencontre) puis revenue comme convenu avec un projet de recherche. C'est ainsi que les choses ont démarré. D'autres projets se sont enchaînés depuis. Et c'est au fil de mes travaux personnels comme de ceux des autres que j'ai « expérimenté » l'IRMC.

J'ai été ravie, après quelques années de solitude doctorale, par les opportunités d'échange, de partage et de rencontres. Au sujet de nos orientations théoriques, de nos recherches, de nos insatisfactions ou de

l'actualité politique de ces deux dernières années, les conversations formelles comme informelles avec les collègues font avancer. J'ai aussi vu comment l'ensemble de l'équipe s'impliquait pour faire aboutir les différentes manifestations et travaux de recherche : ouvrages, conférences, colloques, affiches... aboutissent en passant par celles et ceux qui préparent à la publication, se chargent des budgets, diffusent les informations,



coordonnent l'organisation, s'attellent à la logistique, s'occupent de la documentation ou tentent de déchiffrer la mystique de l'informatique. L'institution marche avec l'ensemble de son équipage : « chercheurs » comme « administratifs » participent, ensemble, au mouvement de l'Institut. Mais, dans ce tempo, le jardin y est aussi pour quelque chose...

## L'IRMC : un lieu d'échange, de savoir et de partage



**Hend BEN OTHMAN BACHA**

est doctorante en urbanisme à l'ENAU, enseignante chercheuse à l'Université de Carthage et chercheuse associée à l'IRMC.

Ma « rencontre » avec l'IRMC date d'un certain mois de juin 2001, je m'apprêtais à entamer mon mémoire de DEA en urbanisme et aménagement. Depuis, la bibliothèque de l'IRMC est devenue pour moi mon lieu de prédilection, un endroit où je pouvais réfléchir, lire, écrire, me laisser aller à mes pérégrinations intellectuelles. J'ai commencé à fréquenter la bibliothèque, à m'attacher au lieu, à apprécier la qualité de ses ouvrages et des échanges que je pouvais y avoir avec les chercheurs et tout le « staff ». Outre la bibliothèque, un des atouts de l'IRMC demeure à mon avis l'organisation de programmes de recherche qui réunissent

des chercheurs confirmés et de jeunes chercheurs, autour de thématiques transversales. L'opportunité est ainsi donnée aux « chercheurs juniors » de discuter leurs hypothèses de travail, de présenter leurs terrains et de bénéficier des avis éclairés de chercheurs « seniors », de faire partie d'un réseau et de publier le fruit de ces échanges intellectuels.

Ma première collaboration avec l'IRMC date en effet de 2005-2006, j'ai été invitée à participer à des rencontres doctorales, dans une équipe de recherche, sur le thème de « Gouvernance et territorialité : L'échelle urbaine »<sup>1</sup>. Ce fût le début d'un échange intellectuel épanouissant et très stimulant. Vint ensuite le programme de Lamia Zaki entre 2007 et 2009, sur l'action urbaine au Maghreb<sup>2</sup>, auquel cette dernière m'a invitée à participer, avec un travail sur les promoteurs immobiliers privés, leur structuration et leurs enjeux. Les échanges stimulants avec des chercheurs d'horizons divers, avec des expériences croisées éclairant d'autres contextes, sont rarement possibles sans des programmes de recherche de cette qualité.

Vint enfin le programme de Valérie Clerc sur les concurrences foncières<sup>3</sup>, à l'occasion duquel M. Denieul m'a associée en tant que

jeune chercheuse à l'équipe de l'IRMC, en janvier 2011. Cette date coïncide avec un nouveau contexte politique qui a ouvert de nouvelles perspectives de recherche en sciences humaines et sociales, de manière générale, et en urbanisme et aménagement en particulier. L'opportunité est ainsi offerte pour investir d'autres champs de recherche avec des travaux de terrain sur la décentralisation et l'équité socio-spatiale, le développement local et la gouvernance, thématiques peu explorées à l'époque, à cause du contexte politique, tant le travail de terrain était ardu et les langues peu déliées, mais que l'IRMC avait déjà investi, à travers des recherches ou des conférences, et qui offraient aux chercheurs un espace de « liberté » et de débat avant l'heure...

Pour moi, l'IRMC restera un lieu d'échange, de savoir et de partage...

1. Coordonné par A. Rebhi, chercheur boursier de l'IRMC.
2. Lamia Zaki, 2011 « (En)jeux professionnels et politiques de la fabrication des villes : l'action urbaine au Maghreb » qui a donné lieu à la publication de l'ouvrage collectif Zaki L., (dir.), *L'action urbaine au Maghreb : enjeux professionnels et politiques*, Karthala.
3. Clerc V., *Médiation publique dans les métropoles du Maghreb et du Moyen-Orient : concurrences foncières et accès au logement* (Amman, Beyrouth, Casablanca, Damas, Istanbul, Le Caire, Téhéran) (Publication en cours).

# Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

## L'IRMC ou "ma" révolution tranquille

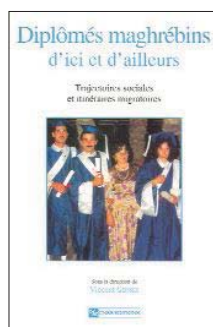


### Vincent GEISSER

est chargé de recherche au CNRS, en affectation à l'IFPO, Beyrouth. Il a été chercheur à l'IRMC de 1996 à 2000.

Nommé au début de l'année 1996, chercheur à l'IRMC, je débarquais en Tunisie, en ignorant presque tout de la société locale et de ses habitants. Pour ainsi dire, la vision que j'avais du pays était celle de la plupart de mes compatriotes français, imprégnés de clichés exotiques, voire orientalistes : la Tunisie, pays du « juste milieu », à la croisée des civilisations occidentale et orientale, terre de tolérance religieuse, de libération de la femme (merci Bourguiba !), du couscous au poisson (merci les Sfaxiens !) et symbole de l'humanisme méditerranéen (merci Ibn Khaldoun !), dont la douceur de vivre était censée contraster avec la « rugueur » de ses voisins immédiats : l'Algérie et la Libye. En somme, ma représentation de « Tunisie la verte » se limitait à des clichés exotiques, nuancés il

est vrai, par quelques bonnes lectures scientifiques sur le pays : LA TUNISIE N'EST PAS UN PAYS ARABE COMME LES AUTRES ! De ce point vue, mon expérience scientifique à l'IRMC a constitué une machine efficace et redoutable à déconstruire les préjugés : confronté aux « réalités du terrain » (comme disent les chercheurs), je découvrais progressivement mais aussi brutalement que la « Tunisie du Jasmin » était celle d'une « douce dictature », certes envahissante et pénible, mais représentant un laboratoire de recherche inespéré pour l'apprenti chercheur que j'étais à l'époque. Sur ce plan, j'aurais au moins tiré un enseignement majeur de mes quatre années passées à l'IRMC : les difficultés de recherche sont parfois plus éclairantes et formatrices que la recherche elle-même. Les fameuses autorisations ministérielles qui n'arrivent jamais (ou très



tardivement), l'autocensure, la peur, les réflexes de protection, la discrétion, mais aussi l'humour au second degré, les blagues sur le dictateur (ZABA) et sa femme « Leila », les rencontres clandestines avec mes enquêtés au

fond des cafés à *chicha*, les filatures policières, les jeunes femmes aguichantes employées par « *La Dakhilia* » (NDLR : ministère de l'Intérieur) ont été sûrement plus riches pour ma formation de politologue que tous les manuels des sciences sociales de la planète. En ce sens, je puis dire aujourd'hui « merci Ben Ali ! », tu m'as permis de grandir scientifiquement et de comprendre que les peuples ne sont jamais aussi stupides que leurs dirigeants aussi puissants soient-ils. Plus sérieusement, l'IRMC a représenté, depuis sa création par Michel Camau, ce lieu refuge, cet espace extraordinaire d'échanges et de débats scientifiques, où l'on pouvait se libérer de cette angoisse lancinante à la barbe de nos anges gardiens (ces fameux étudiants moustachus éternellement inscrits en doctorat). C'est aussi à l'IRMC que j'ai fait mes plus belles rencontres intellectuelles avec des collègues universitaires tunisiens, algériens, marocains mais aussi avec ces nombreux scientifiques français de haut-vol. À une époque où pour des raisons de rigueur budgétaire et des considérations géopolitiques, d'aucuns seraient tentés de réduire la voilure de nos centres français à l'étranger (en particulier ceux travaillant sur le monde arabe), je dirais simplement que grâce à l'IRMC, j'ai eu la chance de vivre au moins une REVOLUTION dans ma vie, voire d'y participer, sinon de l'anticiper, expérience irremplaçable dans la modeste existence d'un chercheur mortel.

## Des ingénieurs aux avocats ou de la dimension politique du fait professionnel



### Éric GOBE

est chargé de recherche (HDR) au CNRS en affectation au Centre Jacques Berque, Rabat. Il a été chercheur à l'IRMC de 1998 à 2002.

Entre 1998 et 2002, l'IRMC m'a permis de coordonner le premier programme collectif de ma vie de chercheur. L'expérience que j'ai pu y accumuler a été déterminante dans ma trajectoire de chercheur. Le choix de mon objet de recherche, la naissance et le développement de l'ingénieur moderne au Maghreb, m'a fait découvrir le vaste domaine de la sociologie et de l'histoire des professions modernes. Politologue de formation, j'ai, depuis lors dans l'ensemble de mes recherches, utilisé les outils théoriques des deux champs disciplinaires, ainsi que l'apport de l'histoire afin de mettre en avant la dimension politique des « faits professionnels ».

Dans un premier temps, à travers la construction de l'objet « ingénieur » au Maghreb, j'ai tenté d'apporter, avec les collègues participant au programme, un éclairage sur la manière dont s'est recomposée l'articulation des enjeux politiques, économiques et sociaux dans un contexte de libéralisation économique. Il s'agissait d'analyser le processus par lequel les ingénieurs sont passés du statut de grands commis du secteur public au service de la construction d'un projet de développement national impulsé par l'État à celui de cadres moyens ou supérieurs se présentant sur un marché du travail de plus en plus ouvert. Ce processus apparaissait lui-même lié à la

# Les chercheurs et les actions

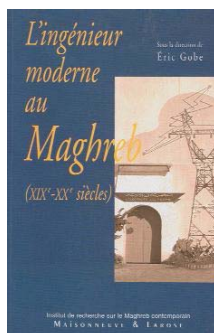
## Enjeux politiques de la recherche

massification de l'enseignement supérieur et aux transformations économiques et sociales générées par l'application, à partir du milieu des années 1980, des plans d'ajustement structurel du FMI, synonymes d'élargissement progressif du secteur privé.

Mais le programme de recherche, initialement axé sur les effets de l'intégration internationale des économies maghrébines sur la restructuration de la profession d'ingénieur, s'est progressivement élargi à des questions de caractère historique. Cela est apparu d'autant plus nécessaire que l'ingénieur tout au long de l'histoire contemporaine du Maghreb a souvent été un acteur social placé par les pouvoirs publics au centre des stratégies de développement tant urbain, rural qu'industriel. Le programme n'a pas pu échapper à l'histoire, marqué qu'il a été par une double césure historique (la colonisation et l'indépendance), sans laquelle il était impossible de penser la genèse de l'ingénieur moderne au Maghreb.

Les sociologues qui se sont penchés sur les ingénieurs du Maghreb indépendant ont

ressenti la nécessité de recourir à une perspective diachronique pour mettre en exergue les lignes de forces des mécanismes de production et reproduction et d'insertion socioprofessionnelle des ingénieurs au



Maghreb depuis les indépendances. *In fine*, les travaux des uns et des autres ont mis en valeur les trois temporalités historiques qui ont marqué l'organisation de la profession d'ingénieur : la temporalité coloniale (1830-1962), la temporalité étatique dévelop-

pementaliste (1960-1980) et la temporalité du libéralisme économique et de la mondialisation (depuis 1990).

Les approches scientifiques développées dans le programme « ingénieur » ont marqué mes recherches ultérieures, notamment celles sur la profession d'avocat en Tunisie. Mon passage de la profession d'ingénieur comme objet d'étude à celle des avocats s'est effectué par le biais d'une réflexion sur l'Ordre des ingénieurs tunisiens et sur ses relations avec les pouvoirs publics. Ce travail m'a amené à revisiter les notions de corporatisme et de syndicalisme professionnel et m'a permis de prendre conscience que la seule organisation professionnelle relativement autonome et revendiquant avec succès une certaine indépendance était, sous la présidence Ben Ali, l'Ordre des avocats. Aussi, dans le contexte autoritaire du pays, il m'est vite apparu que l'Ordre des avocats constituait une organisation à part dans la société tunisienne et, par conséquent, que la profession dont il se voulait le représentant était digne d'intérêt.

## Retour sur une mission longue en Tunisie : 2005-2007



### Sylvie MAZZELLA

est chargée de recherche (HDR) au CNRS, Directrice du Laboratoire méditerranéen de Sociologie (LAMES), Aix-Marseille Université Elle a été chercheure en délégation CNRS à l'IRMC de 2005 à 2007.

J'ai eu la chance de travailler deux années durant, entre 2005 et 2007, à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain dirigé à l'époque par Pierre Robert Baduel, pour y mener des recherches en sociologie de l'immigration et des migrations. Cette

expérience me sert de référence aujourd'hui. Je garde en effet le vif souvenir d'une structure d'accueil fortement collaborative, animée d'un rare esprit d'équipe, qui m'a permis de mener à bien toutes les étapes d'une recherche collective entre la France et les pays du Maghreb. Depuis mes collaborations de recherche n'ont jamais cessé d'exister de part et d'autre de la Méditerranée, entre mon laboratoire (LAMES), et plus largement la MMSH d'Aix-en-Provence, et l'IRMC.

En décembre 2005, je dirigeais un programme de recherche collectif et international sur « Les étudiants étrangers au Maghreb et dans l'espace euro-méditerranéen ». Ce programme a réuni durant quatre ans 21 chercheurs et doctorants, de France, d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et a abouti à la publication d'un ouvrage collectif *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud* (Karthala-IRMC, 2009) et d'un dossier du numéro *Alfa, Maghreb et Sciences sociales* sur « L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale. Une comparaison Maghreb, Afrique, Canada et France ». Il

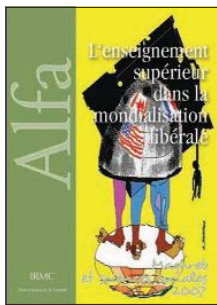
sera articulé à un séminaire mensuel d'invitation de chercheurs « Penser les nouvelles migrations » afin de nourrir davantage la réflexion sur les atouts et les difficultés d'une approche comparée, multi-située et interdisciplinaire.

Dès la fin des années 1990, à travers des missions courtes, j'avais engagé un travail de collaboration avec des chercheurs tunisiens, et notamment avec Hassan Boubakri, qui me permit d'éclairer mes recherches sur l'immigration à l'aune des projets migratoires de familles tunisiennes. La mission de longue durée à l'IRMC m'a permis de modifier profondément mon regard sur la société tunisienne et sur ses tensions : entre celle urbaine du littoral et celle rurale de l'intérieur du pays ; celle de la capitale et celle des petites villes. Je profitais aussi de cette expérience en Tunisie pour approfondir, à travers de longs entretiens passés auprès de sociologues et d'historiens tunisiens, témoins privilégiés de l'évolution de la place du français dans le système éducatif post-colonial, ma connaissance d'une histoire vécue de l'enseignement supérieur en Tunisie dans son rapport

# Les chercheurs et les actions

## Enjeux politiques de la recherche

particulier à la France, avec qui la Tunisie renégocie sa présence et son statut d'ancien pays colonisateur. L'enjeu politique de la langue française au sein du système éducatif tunisien a été réactivé ces dix dernières années par la nécessaire revalorisation des langues étrangères dans un contexte de



réformes mondialisées de l'enseignement et de crise de l'université publique. Il se pose aujourd'hui dans un contexte de tentative de remise en question de ses principes laïcs. Deux de ces entretiens ont été publiés, l'un avec l'historienne Kmar Bendana dans *Alfa, Maghreb et Sciences Sociales* en 2007,

l'autre avec la sociologue Lilia Ben Salem dans la revue *Genèses* en 2009.

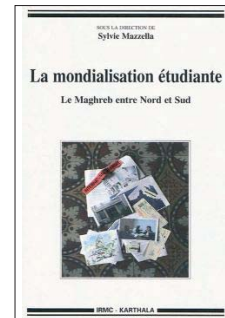
Chose plus troublante encore, cette expérience de vie m'a davantage renseignée sur la connaissance de la communauté scientifique tunisienne, sur son histoire institutionnelle et, de manière plus intime, sur ses doutes, ses craintes, ses interdits, sa « culture de la peur » dominée par un pouvoir étatique autoritaire qui parvint à provoquer chez elle une forme d'autocensure collective et de stratégie de contournement. Mes années passées en Tunisie auprès de collègues tunisiens m'ont éclairée sur ce que peut être une recherche académique placée sous surveillance (particulièrement visible aux moments de rencontres scientifiques), mais aussi sur les manières de ruser avec cette contrainte : en boycottant certaines manifestations selon la présence de tel ou tel membre officiel, en organisant au sein des universités des journées d'études « fermées », ce qui suppose de diffuser discrètement l'information, et le moment venu, de contrôler la composition de l'assemblée afin d'assurer et de protéger la parole scientifique. J'ai ainsi pu voir la mise en acte ordinaire d'une animation de la

recherche scientifique entrée en résistance. La solidarité que je veux manifester à leur endroit dépasse ainsi largement le cadre du corporatisme scientifique.

Peu après la chute du président Zine el-Abidine Ben Ali, les chercheurs que j'ai côtoyés libèrent leur parole dans la presse quotidienne longtemps muselée, et leurs témoignages révélèrent ce que chacun ressentait intimement et ce que d'aucun n'osait dire en public.

Cette liberté leur est plus que jamais nécessaire et notre soutien utile.

Jamais plus leur parole ne chuchotera.



## Un observatoire de la société tunisienne et du Maghreb contemporain



### Sylvie DAVIET

est professeur de géographie à Aix-Marseille-Université, UMR Telemme (7303). Elle a été chercheuse en délégation CNRS à l'IRMC de 2010 à 2012.

### Les IFRE : un outil exceptionnel pour la recherche

Passer deux ans à l'IRMC, c'est tout d'abord vivre l'expérience d'un institut

français à l'étranger (IFRE). Et les Français ont beau s'auto-flageller de leurs multiples défauts et des dysfonctionnements de leur mère patrie, très peu de pays au monde sont capables d'entretenir des centres de recherche à l'étranger. Il nous faut parfois la remarque bienveillante d'un collègue d'une autre nationalité pour le réaliser. Sachons donc apprécier l'originalité et le potentiel de ce dispositif qui permet aux chercheurs en sciences sociales de s'expatrier, de quelques mois à quelques années, pour résider sur leur terrain d'étude, en bénéficiant de l'essentiel des services d'un laboratoire (bibliothèque, secrétariat, organisation de séminaires...). Autant de réalités matérielles évidentes sans lesquelles un intellectuel ne peut véritablement se livrer à l'exercice de sa pensée ; une pensée qui n'est jamais en apesanteur mais au contraire ancrée dans un milieu, un espace, une société. Etre chercheur résident hors de France au sein d'un IFRE permet cette immersion, tout en

étant assisté d'une logistique appropriée ; qu'il soit géographe, sociologue, historien ou politologue, le chercheur en sciences sociales prolonge en quelque sorte une tradition anthropologique en bénéficiant de cette immersion.

### L'IRMC : un observatoire de la société tunisienne et du Maghreb contemporain

Si les IFRE sont des avant-postes d'observation, l'IRMC est sans conteste un observatoire de la société tunisienne et du Maghreb contemporain. Il faut le dire et, en tant que géographe sensible à la dimension géopolitique des faits et des institutions, je le dis pour deux raisons. Premièrement, parce que l'observation est une des briques fondamentales de la recherche scientifique dans le processus de production de connaissance, et contribue à légitimer la recherche en sciences sociales. Si des esprits

# Les chercheurs et les actions

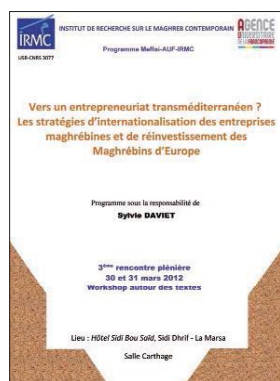
## Enjeux politiques de la recherche

prétendument rationnels en doutaient, ils auraient plus volontiers consacré les deniers publics aux seules disciplines ayant des retombées industrielles ou au remboursement de la dette, la révolution tunisienne et le printemps arabe sont fort opportunément venu rappeler qu'il était fondamental de connaître et comprendre les sociétés, que cette connaissance avait de la valeur et méritait un investissement. La portée des événements qui se sont enchaînés, tout particulièrement depuis le début de l'année 2011, a soudain, par effet de contexte, revalorisé le rôle stratégique de l'IRMC, comme celui des IFRE de la Méditerranée, dans un monde arabe en ébullition. Deuxièmement, j'ai vécu au sein de l'IRMC une observation qui s'enracine dans le territoire, qui s'élabore dans de multiples partenariats pour coproduire la connaissance au sein d'équipes qui rassemblent des chercheurs des deux rives de la Méditerranée. L'effet de lieu implique un effet de réseau qui permet de tisser des liens avec les chercheurs et les institutions régionales. Il faut le dire et je le dis à l'heure où fleurissent des projets plus ou moins soucieux des exigences d'une coopération équilibrée.

### 2010-2012 : un moment d'histoire qui nous propulse dans un nouveau cycle

J'ai donc connu l'IRMC récemment, au cœur d'un moment d'histoire qui nous propulse dans un nouveau cycle à la logique encore incertaine. Et lorsque je parle d'un moment d'Histoire, le H majuscule n'est pas immérité car nous savons bien que, depuis la Tunisie, s'écrit la nouvelle page d'un monde où s'impose la « tectonique des sociétés », comme l'écrit B. Badie. Arrivée en septembre 2010, j'ai pu connaître les dernières heures du régime de Ben Ali. Au cours de l'année 2011, en dépit de secousses multiples et parallèlement aux bouleversements opérés en Egypte et en Libye, c'est l'enthousiasme de la révolution

en marche qui a dominé jusqu'aux élections du 23 octobre 2011. Au cours de l'année 2012, le contexte tunisien et régional s'est progressivement tendu. Ma mission en Tunisie s'est achevée à la veille des événements du 14 septembre 2012, marqués par l'attaque de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis, deux jours après celle de Benghazi en Libye. D'autres événements ont traduit la montée d'une forme de violence à laquelle les Tunisiens n'étaient pas habitués ; mais la société civile est restée mobilisée, bien

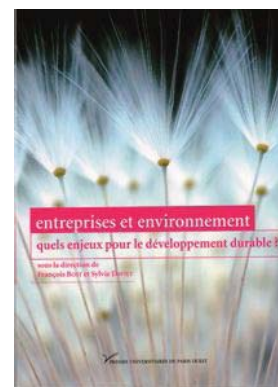


décidée à faire vivre l'espérance de jours meilleurs. Au cœur de cette actualité prégnante, les débats auxquels j'ai participé ont souvent été accaparés par les transformations au jour le jour de la situation politique. Il s'agissait pour moi d'observer et comprendre. Dans ce climat passionnel et instable, ma préoccupation de chercheur est restée de conduire mon programme à son terme, tout en captant la façon dont les événements en cours métamorphosaient mon objet d'étude. L'accès à l'information et aux entrepreneurs est demeuré difficile, quelle que soit la conjoncture.

### La reconfiguration des espaces et des enjeux méditerranéens

Si le vécu de mes deux années passées à l'IRMC est profondément marqué par la

rencontre de cet humanisme tunisien, chaleureux et pétri de francophonie, mes réflexions de géographe pointent la reconfiguration des espaces et des enjeux méditerranéens. Le Maghreb relève bien de trois sphères d'appartenance : l'espace euro-méditerranéen, le monde arabe et l'Afrique. Si les dynamiques euro-méditerranéennes ont longtemps été dominantes, le printemps arabe en a révélé les fragilités. De multiples travaux en pointaient préalablement les signes, au point que l'hypothèse d'une « Méditerranée sans l'Europe » s'était manifestée non sans provocation (n°74 de *Confluences Méditerranéennes*), soulignant la complexité des rapports de forces dans une zone d'interface ouverte aux quatre vents de la mondialisation. Mon entrée dans cette problématique est partie de ma spécialisation géoéconomique, mais la nécessité d'une pluralité de regards et de disciplines s'impose évidemment pour prendre en compte un ensemble de dimensions culturelles, sociales et politiques... Tout en défendant la place de la géographie dans ce nouveau chantier scientifique, je n'ai donc pas cherché à être un acteur privilégiant le développement de ma discipline, je crois plutôt (et c'est même une conviction) à la nécessité de construire une interdisciplinarité audacieuse pour mieux répondre aux défis qu'exige de nous la complexité du réel.



# Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

## Recherche en mode révolution



### Stéphanie POUESSEL

est chercheuse post doctorante et anthropologue en poste à IRMC de 2010 à 2013.

« L'avenir apparaît comme un champ largement ouvert, gros de toutes les menaces, mais aussi de tous les accomplissements. Alors, nous n'irons pas sur Mars ? Mais bien sûr que si... Et nous réaliserons d'autres impossibles. Il faut tout simplement croire au...miracle, qui est la règle et non l'exception. (...) notre nation n'est pas seulement une nation historique, mais une nation, pour le meilleur et pour le pire, en réserve de l'Histoire », Soussse, 1987.

Moncef Marzouki, *Arabes, si vous parliez...*, Lieu commun, 1987.

Choisir de placer en exergue quelques lignes écrites il y a 25 ans par l'actuel président de la république voudrait ne pas être réduit à un positionnement politique partisan mais à la célébration de l'extraordinaire qui a mené un militant des droits de l'Homme sous dictature au Palais de Carthage quelques décennies plus tard.

Pourtant, si à l'international, le Tunisien est passé du statut de « révolutionnaire libre et pionnier » en janvier 2011 à celui d'« islamiste rétrograde et dangereux » en octobre 2011, d'un point de vue de chercheur, la révolution ne m'a pas révolutionnée. Au contraire, elle a été pour moi conservatrice venant renforcer le postulat des sciences sociales, qu'une société n'est qu'inscrite dans l'histoire et en perpétuel mouvement. Donc ce « mouvement » – oui recroquevillé, timide et subtil – était là avant la révolution. La remise en cause des dominations et les

rapports de force étaient bien présents mais pas forcément où l'on s'y attendait. Ils résidaient, en ce qui concerne mes propres recherches, dans la critique ethno-culturelle. Plus que jamais, c'était sous dictature qu'il fallait déployer patiemment et dans l'acharnement les ressources des sciences sociales pour nous permettre de voir le subtil du mouvement de la société. Aujourd'hui à découvert, la société tunisienne serait davantage à observer avec calme et humilité.

Ce sont quelques fondamentaux que ce passage 2010-2011 et au-delà, mon passage à l'IRMC de 2009 à 2013, m'ont enseigné sur la place du chercheur en Institut français de recherche à l'étranger basé dans le monde arabe.

Il en est d'une francophonie redéfinie : la francophilie remontant au premier chef d'État tunisien et liée aux élites intellectuelles et économiques, et dont l'IRMC participait malgré lui, compose désormais avec l'arrivée au gouvernement de courants « islamistes » qui marquent la mise en valeur de « la langue arabe ». Les arcanes du pouvoir redéfinissent les lignes de démarcations, les critères symboliques, ici linguistiques, se déplacent : le chef de l'État adopte souvent la *lahjatitude* dans les discours officiels et réintroduit l'usage sudiste du « gue » à la place du « qef ». Et quand certains ministres, après des années d'exil en Angleterre ou au Moyen-Orient, s'avèrent davantage anglophones que francophones, la langue française relativisée est pourtant perpétuée par l'arrivée des Franco-tunisiens siégeant à l'Assemblée constituante.

Il en est de l'« islamisme », concept à géométrie variable et dont les fantasmes qui l'entourent, devraient en faire l'objet non acquis par excellence. Concevoir que ce que l'on nomme islamisme, dans sa configuration historique et nationale qui est la sienne aujourd'hui en Tunisie – qu'il soit le résultat aux dernières élections d'un choix temporaire ou d'une fidélité plus ancrée – ne soit qu'une configuration politique, une idéologie politique comme une autre. Un usage normatif est trop souvent imputé aux sciences sociales qui se font alors juge du bien et du mal de pratiques sociales ou politiques. L'usage normatif provient de la société elle-même et c'est à partir de là qu'il faut l'étudier : la réflexion sur la politisation de la religion, sur le « salafisme », sur la

conjugaison possible entre démocratie et islamisme etc. est constante et profonde auprès de groupes issus de la société civile tunisienne. Depuis Tunis, le Forum El Jahedh en est l'exemple phare. Association tunisienne non gouvernementale créée en 1990, elle se présente comme un pont entre les intellectuels et la société afin de permettre une réflexion sur la culture et la pensée arabe. Dernier espace de liberté rassemblant quelques opposants politiques dont certains issus du parti Ennahdha, elle résistera jusqu'aux dernières heures du régime Ben Ali, traitant alors de sujets politiques non nationaux ou de sujets endogènes neutres (la famille). Depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste en Tunisie, elle multiplie les conférences et les espaces de discussion sur le sujet. Le 14 décembre dernier, l'association reçoit avenue Bourguiba en plein cœur de Tunis le militant salafiste marocain docteur Abou Hafedh pour une conférence sur « le salafisme contemporain et la nécessité de son auto-critique » (*Al salafiya al mou'asira wa hayatouha ilâ al naqd al dhati*).

Enfin, c'est dans un mouvement d'aller-retour France-Tunisie (Maghreb)-France que sont situées, malgré moi, mes recherches et dont le 14 janvier a relancé la donne. Si la recherche est dans sa constitution même une démarche qui vise à défaire les préjugés et les stéréotypes, celle tournée vers le « monde arabe » devait redoubler d'efforts tant le poids des fantasmes orientalistes, islamistes, autoritaristes, etc. étaient (sont) ancrés. Si l'on rajoute, en tant que chercheur de nationalité française, le lien colonial et migratoire entre France et Maghreb, le cocktail est explosif. Salvateur, le 14 janvier ne l'a été que pour quelques temps, le dévoilement d'une société civile hétérogène, ici conservatrice, là nationaliste, quoiqu'il en soit fragmentée à l'instar de toutes sociétés, semble avoir de nouveau jeté l'opprobre sur cette région du monde. De plus, la teneur du vote tunisien depuis la France (un taux important pour Ennahdha) a été interprétée comme un message politique en direction de la France.

Mes recherches tunisiennes me ramènent à la posture clé de l'anthropologie qu'est l'anti-ethnocentrisme. N'est-il pas possible de penser que, face à telle situation et issu d'une même histoire, on aurait tous pu réagir ou agir de la même manière ?



# Les chercheurs et les actions

Enjeux politiques de la recherche

## Tu fais de la politique ? Non de la science politique



### Amin ALLAL

*est doctorant en science politique, rattaché à l'IREMAM et à l'IEP d'Aix-en-Provence. Il a été boursier à l'IRMC de 2006 à 2009.*

Le chercheur en science politique est souvent amené à répondre à cette question : « tu fais de la politique ? ». La question/défi exprime la curiosité mais rappelle surtout que pour bon nombre de gens, la raison d'être sociale de cette discipline ne va pas de soi. Cette épreuve est partie prenante des contraintes ordinaires de la recherche en sciences sociales et pas seulement en Tunisie. Elle rappelle que la stratégie de l'enquêteur est fragile, qu'elle peut être réduite à néant par les multiples interactions dans les différentes configurations d'enquête. Mais en définitive, ces bricolages et ces incertitudes sont les sciences sociales en actes, et en rendre compte c'est d'une certaine façon déjà faire des sciences sociales.

Dans le contexte tunisien de la fin des années 2000, cette question récurrente – angoissée plus souvent qu'amusée – relevait davantage de l'environnement paranoïaque de la fin du régime autoritaire de Ben Ali. La période n'était pas propice pour le développement d'une recherche collective en science politique ni pour des échanges sur celle-ci. Le voisin, l'ami, le cousin et parfois même le collègue chercheur vous suspectaient d'avoir un agenda caché ; un intérêt dissimulé forcément « politique » ou « carriériste » pour vous froter ainsi au « Pouvoir ». Beaucoup de chercheurs eux-mêmes intériorisant la censure, devenaient des « reproducteurs indirects » de celle-ci, consolidant parfois les supposées lignes rouges à ne pas franchir. Les chercheurs étrangers travaillant sur la Tunisie n'en étaient d'ailleurs pas exempts, loin de là.

Dans cette situation, l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain auquel j'étais rattaché entre 2006 et 2009 en tant que Boursier a constitué une sorte de refuge. Tout d'abord parce qu'il offrait des moyens matériels enviables et rares (dont ne peuvent – c'est regrettable – bénéficier que les titulaires de la nationalité française). L'IRMC permettait également une forme de protection autorisant une recherche en science sociale du politique désintéressée. La curiosité policière, les mises en garde n'étaient pas suivies d'effets dès lors que l'on m'étiquetait « stagiaire au consulat de France ». Simultanément aucune immixtion notable de la part des autorités de tutelle

n'était faite, cela est important lorsque l'on sait le peu d'égards qu'une partie des représentants consulaires avaient pour la recherche et le zèle dont ils témoignaient pour maintenir le *statu quo* politique en Tunisie.

De retour de mes séjours parfois tumultueux d'investigation dans la région de Gafsa, la sérénité de l'IRMC permettait une plongée paisible dans les données glanées lors de mon terrain. Lieu de convivialité tenu par un personnel permanent de grande qualité, l'IRMC est surtout un centre pluridisciplinaire où historiens, anthropologues, sociologues, géographes, économistes et politistes cohabitent. Cela engendre une confrontation des points de vue et des méthodes remettant en cause nos réflexes de travail : un décentrement salutaire par rapport aux ancrages disciplinaires respectifs qui sont souvent davantage des effets de chapelles et de découpages institutionnels.

Lieu d'équilibre précaire – site d'observation et d'analyse privilégié – l'IRMC peut maintenant pleinement collaborer avec une science politique tunisienne encore incertaine, pas assez développée, encore moins banalisée pour comprendre les mutations politiques d'importance en cours dans le pays. En ces temps de rétrécissement identitaire, il serait profitable d'ouvrir les vannes... L'illusion « d'autochtonie », de l'identitaire et de l'appartenance nationale propre du chercheur sont des croyances trompeuses et somme toute peu fructueuses.

## Acquis et défis d'une recherche en partenariat



### Alia GANA

*est sociogéographe, directrice de recherche CNRS UM7533 LADYSS en affectation à l'IRMC depuis septembre 2012.*

Mon histoire avec l'IRMC est ancienne. Elle remonte aux débuts du Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (CDTM), à la fin des années 70. Le fonds imprimé de livres et de revues de l'Ambassade de France avait alors été rassemblé pour constituer un centre de documentation et de recherche accessible au public. C'est Anne-Marie Planel, historienne, qui a été chargée de l'inventaire et de l'actualisation du fonds et elle s'est acquittée admirablement de cette tâche. Au début des années 80, alors doctorante à l'Université Paris 10 et travaillant sur l'histoire agraire de la Tunisie, j'ai bénéficié de ses conseils éclairés pour mes recherches bibliographiques. Je me

rappelle avec nostalgie cette époque bénie, où le chercheur pouvait s'extraire des contingences du moment et se consacrer pleinement à sa science. Pendant près d'une année, je me suis familiarisée avec l'histoire sociale de la Tunisie, découvrant en particulier l'apport des ethnologues, souvent des Pères blancs, à la connaissance fine des sociétés rurales de ce pays. Le CDTM fut dès le départ un centre d'attraction et de rencontre de nombreux chercheurs tunisiens.

Bien plus tard, au moment de la transformation du CDTM en institut de recherche, j'ai été sollicitée par Anne-Marie Planel et le premier directeur de l'IRMC pour occuper un poste de chercheur détaché

# Les chercheurs et les actions

## Enjeux politiques de la recherche

et ce afin de développer un programme de recherche sur l'agriculture et le monde rural. Malheureusement, ayant déjà fait le projet de partir aux USA, mon intégration à l'IRMC n'a pu se concrétiser. J'ai continué néanmoins à être proche de l'IRMC et à participer de manière ponctuelle à certaines de ses activités.

C'est surtout depuis mon intégration au CNRS et l'arrivée de Pierre Noël Denieuil à la direction de l'institut que mes collaborations avec l'IRMC se sont renforcées : participation à l'animation de journées doctorales, contribution à des colloques et séminaires, etc.

Avec mon affectation à l'IRMC et l'accueil d'étudiants français dont j'assure l'encadrement, mes recherches sont aujourd'hui inscrites à part entière dans les programmes de l'Institut. J'y ai trouvé tout le soutien pour développer mes recherches récentes sur les processus électoraux et les territoires et pour y poursuivre celles plus anciennes sur les dynamiques du monde rural et agricole.



Désormais à l'intérieur de l'institution, je perçois mieux les contributions scientifiques de l'IRMC, mais aussi les écueils susceptibles d'en limiter le développement. A travers l'accueil de chercheurs tunisiens en détachement, d'enseignants chercheurs et de chercheurs français en délégation ou en affectation, son centre de documentation d'une richesse insoupçonnée, ses conférences et ses séminaires, destinés également aux doctorants, ses nombreuses publications valorisant des recherches collectives, l'IRMC contribue de façon substantielle au rayonnement des recherches en sciences sociales sur le Maghreb, au développement des partenariats scientifiques avec les institutions et les chercheurs de la région, ainsi qu'à la formation de doctorants.

Au cours des dernières années, les collaborations avec le réseau des IFRE, notamment le CEDEJ, le CJB, et aussi avec le SCAC d'Alger, ainsi qu'avec les universités de la région se sont renforcées. De nouvelles activités associent l'IRMC et l'IRD, institution de recherche française représentée en Tunisie et permettent des articulations entre recherches en sciences sociales et en sciences du milieu.

Placé sous la tutelle du MAE et en même temps USR rattachée au CNRS, l'IRMC bénéficie des ressources allouées par ces deux institutions, mais reste néanmoins confronté au manque de moyens nécessaires à la consolidation d'équipes de chercheurs permanents impliqués dans des projets collaboratifs. Ceci réduit la visibilité et les synergies entre des recherches entreprises plutôt sur des bases individuelles. La vocation généraliste des IFRE et en particulier de l'IRMC, qui se traduit par des projets traitant de thématiques diverses et relevant d'une diversité de disciplines en sciences sociales, contribue à réduire cette visibilité. Si l'ouverture et la diversité doivent être préservées, la définition de priorités thématiques, abordées dans une approche interdisciplinaire, pourrait contribuer à renforcer la cohérence scientifique et la lisibilité des programmes de recherche, ainsi que la visibilité de leurs résultats. La constitution au sein de l'IRMC d'équipes de chercheurs rassemblées autour de thématiques porteuses et de problématiques communes favoriserait la mobilisation de ressources, en particulier à travers des réponses collectives aux appels d'offres de l'ANR et de l'Union européenne. Un plus grand rayonnement des activités de l'IRMC à l'échelle du Maghreb passe également par des partenariats renforcés avec les institutions universitaires de la région et l'instauration de mécanismes favorisant l'organisation plus systématique d'activités communes, qu'il s'agisse de recherche, de formation ou d'activités de valorisation. L'insertion de scientifiques français dans des institutions tunisiennes, formule déjà expérimentée par l'IRD pour ses chercheurs affectés en Tunisie, contribuerait d'une manière efficace à développer les interactions entre chercheurs locaux et chercheurs rattachés aux institutions françaises.

Un renforcement des partenariats entre l'IRMC et des institutions de recherche et de coopération françaises représentées en Tunisie, tels que l'IRD, le CIRAD ou l'AFD, favoriserait aussi le développement de

collaborations interdisciplinaires (sciences sociales et sciences biophysiques) et de projets orientés vers l'action. Il assurerait une plus grande complémentarité entre les projets et permettrait, pourquoi pas, de mutualiser des moyens et des ressources de plus en plus rares, y compris des locaux plus adéquats, qui font aujourd'hui défaut.

Enfin, une réflexion sur des mécanismes et des espaces d'échange et de concertation, permettant d'associer les partenaires locaux et les chercheurs accueillis à l'IRMC dans la définition de programmes de recherche plus en phase avec les demandes sociales dans les pays de la région, s'avère plus que jamais nécessaire, en particulier dans le contexte ouvert par les révolutions et les processus de transition politique en cours.

En prenant en cours la plupart des analystes, la Révolution tunisienne et l'explosion des demandes populaires pour plus de justice ont interpellé les chercheurs spécialisés dans les études sur le monde arabe et maghrébin et, en mettant à mal les thèses de « l'exceptionnalisme arabomusulman », ont fortement questionné leurs schémas d'analyse. Le renouvellement des approches théoriques et conceptuelles dans ce domaine passe certainement par un dialogue renforcé avec les chercheurs des pays concernés, par un plus grand ancrage des recherches dans les réalités du terrain, une écoute plus importante aux demandes sociales, et enfin une plus grande ouverture aux approches comparatives (Nord/Sud et Sud/Sud) et interdisciplinaires, permettant de dépasser les écueils des études spécialisées dans les aires culturelles. C'est là, à mon sens, le défi lancé aux instituts de recherche français à l'étranger! L'IRMC saura sans aucun doute s'engager plus en avant dans cette voie.

